

**LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT
DANS LES PAYS DU TIERS MONDE :
DU SURENDETTEMENT A LA CRISE
ECONOMIQUE**

ELABORE PAR : Mr TAYEB Yassine
CHARGE DE COURS A L'ISE.
ALGER, JUIN 1994

**LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DANS LES
PAYS DU TIERS MONDE
DU SURENDETTEMENT A LA CRISE ECONOMIQUE**

INTRODUCTION :

La dette extérieure des pays sous-développés est aujourd'hui, considérée comme l'un des problèmes majeurs de l'économie mondiale. L'importance de la question de l'endettement tient à l'évidence, du fait qu'il ya depuis le début de la décennie 1980, une crise profonde et généralisée de dette internationale des pays en voie de développement. Cette crise a marqué l'arrêt du processus de développement de la majorité de ces pays, et a conduit à une détérioration du niveau de vie d'une grande partie de la population mondiale. A travers la crise d'endettement du tiers-monde ce sont les différents modèles de développement appliqués jusque là qui sont remis en cause, c'est aussi, la situation financière des principales banques et les règles de fonctionnement du système financier international dans son ensemble qui ont été remis en cause.

I/ - Aperçu Historique de la dette extérieure du tier-monde :

Cette situation de crise d'endettement international n'est pas un phénomène nouveau, en effet, depuis qu'il existe des dettes internationales, publiques ou privés, il est apparu aussi des épisodes de crise d'endettement. Même le caractère généralisé de la crise n'est pas véritablement nouveau : déjà dans les années 1930, le système financier international avait connu une crise généralisée d'endettement international, marquée par de nombreux défauts de paiement (voir annexe I).

Cependant, l'endettement international du tiers monde, présente à l'heure actuel des caractéristiques propres.

Après l'accession à l'indépendance, la quasi-totalité des pays en voie de développement, ces derniers ont continué à dépendre de l'ex-puissance coloniale, bénéficiant par là de l'aide publique au développement pour assurer le financement de leurs croissance.

Certains pays ont commencé à faire appel à des prêts bancaires internationaux pour financer leurs projets d'investissements. Ces emprunts, initialement limité mais se sont accentuer par la suite, reposaient sur un taux de rendement élevé des investissements mis en oeuvre et le développement rapide de ces pays (Extrême-Orient) garantissant en tout état de cause, un niveau de solvabilité.

Du coté des flux de capitaux publiques, associés pour l'essentiel à l'effort d'aide publique au développement des pays occidentaux la croissance de la lutte du tiers monde a été également assez forte.

Au total, la croissance de la dette extérieure des pays en développement, s'est ainsi sensiblement accélérée dans les années 1960 : celle-ci, atteignait trente six (36) milliards de dollars en 1967 et soixante six (66) milliards en 1970. Toutefois, cette endettement croissant ne semblait pas de nature à ménager la viabilité économique des pays du tiers-monde.

Les années 1970 ont été l'occasion de changements profonds dans les relations financières internationales des pays en développement. L'origine premier de ces changements est sans conteste à rechercher dans l'évolution des conditions de l'offre de capitaux internationaux. Le tournant historique apparaît en 1974, quand les pays exportateurs du pétrole, disposant d'excédents financiers de grande taille, à la suite du premier choc pétrolier, ont commencé à placer la majorité de ces excédents en dépôts à terme

auprès du système bancaire internationale. Ces moyens financiers devaient être recyclés : Les banques devaient assurer le placement de ces nouvelles ressources financières.

Elles l'ont fait en développant activités de prêt aux pays du tiers monde sont, en effet, très vite apparus comme les seuls utilisateurs potentiels des nouvelles ressources disponibles dans le système bancaire international.

Plusieurs raisons ont fait que ces capitaux ont été recyclés vers les pays du tiers monde, plutôt que les pays industrialisés en premier lieu, la récession qu'ont connus ces derniers pays en 1974 et 1975 a conduit dans l'ensemble, en provoquant une réduction de la demande, à un rétablissement de l'équilibre de leur balance courante, de telle sorte qu'ils n'étaient pas demandeurs de capitaux. En second lieu, la rentabilité des investissements dans les pays développés avait été affectés par le choc pétrolier, en raison d'une complémentarité entre le capital et l'énergie...

Les pays du tiers monde dans l'euphorie des années 1970, ont bénéficié d'un accès très large aux financements internationaux jusqu'ou apparurent les premiers signes précurseurs de difficultés dans quelques pays (POLOGNE - TURQUIE - MEXIQUE).

La situation financière des pays en développement s'est dégradée extrêmement rapide au début des années 1980, et compte-tenu de l'importance des crédits accordés à ces pays par les banques en comparaison de leurs capitaux propres, c'est la solidités de l'ensemble du système bancaire international qui était du même coup mis en danger. Et la conséquence immédiate du changement d'attitudes des banques vis-à-vis de leurs débiteurs du tiers-monde s'est traduite par une réduction massive de nouveaux crédits accordés.

Il est certain que l'attitude des banques vis-à-vis des pays endettés du tiers monde, ne peut toutefois être considérée comme la cause de la crise de l'endettement : c'en de toutes évidence, cause et conséquence.

II/- Analyse des théories de développement:

La recherche des origines de la crise de l'endettement et par la même, la crise économique, doit s'opposer à notre avis sur la base d'analyse théorique et empirique des stratégies et politiques de développement mis en oeuvre jusqu'à là, dans les pays en développement, rechercher ensuite les lacunes et les faiblesses de ces itinéraires de développement.

Pour l'intérêt de l'étude, nous présenterons brièvement les différentes stratégies de développement mises en oeuvre dans les pays en voie de développement.

On distingue généralement trois types:

- 1)- Stratégie d'industrialisation par substitution d'importation (I.S.I);
- 2)- Stratégie par les industries industrialisantes (I.I);
- 3)- Stratégie d'industrialisation par la substitution d'exportation (I.S.E).

En principe les deux premières sont tournées vers le marché intérieur, et la troisième, vers les marchés extérieurs. (Ces différentes stratégies se referent en fait à trois écoles : néo-classique, structuraliste et radicaliste).

Les politiques préconisés par l'industrialisation par substitution d'importation reposent sur:

- 1)- L'élargissement du marché intérieur auquel une redistribution du revenu et une réforme agraire doivent contribuer de façon décisives;
- 2)- La constitution demarché communs régionaux, notamment entre les économies de petites tailles.
- 3)- La mise en place d'un système de protection par des quôtas, des droits de douanes et des taux de change multiples qui doivent filtrer les importations en fonction des besoins prioritaires de l'industrialisation; .
- 4)- Des apports financiers de l'extérieur soumis au contrôle (ouverture sélective à l'investissement étranger et mesure tendant à limiter les sorties de bénéfices);
- 5)- L'appui au financement de l'investissement (taux bonifié, politique budgétaire active...)

Le présupposé de cette stratégie est qu'il existerait une demande potentielle suffisante pour l'industrie d'amont et que l'offre suivra, il suffira donc de substituer une production nationale aux importations. Mais il n'est sû qu'il suffise de protéger le marcher intérieur pour que l'offre réponde, pour que des droits de douanes se convertissent en une augmentation du capital par travailleur ou en qualifications requises, ou encore en petits poles industriels : les conditions de l'offre sont apparues, à l'experience, aussi contraignantes, sinon d'avantage que celle de la demande dans de nombreux pays.

Construire une industrie par l'amant n'est pas à proprement parler une industrialisation par substitution d'importation, puisque les biens qu'il s'agit de produire n'étaient pas forcément consommés et importés antérieurement. Cette stratégie, qui se réfère à l'expérience soviétique, a pour objet, de transformer les modes de productions existants, en promouvant un capitalisme étatique. Elle est généralement connue par industries-industrialisantes. (DESTAINE DE BENIS 1966).

L'ambition de ce modèle est de réaliser un autocentrage intersectoriel d'avantage qu'intersectoriel comme dans le cas précédents. En effet, dans la pratique, l'agriculture, outre les rôles quelle est appelée à jouer, doit par la mécanisation, offrir des débouchés à l'industrie. Cette dernière doit, en effet, livrer à l'agriculture des biens d'équipement, des services de base (énergie électrique, irrigation...) et des produits chimiques (engrais). Dans un deuxième temps, grâce au jeu des effets d'entraînements attendus, l'investissement attendu, sera orienté vers des industries de transformations tournées vers la consommation.

De prime d'abord, cette stratégie paraît correspondre au schéma de la croissance déséquilibrée. Bien que les propositions semblent converger vers la construction d'une industrie lourde, les raisons de privilégier les industries d'amont ne sont pas les mêmes et les branches elles-mêmes différentes. Dans l'industrialisation par les industries industrialisantes, la construction d'un système industriel, à partir de l'amont vise, dans un premier temps, à maximiser le produit d'un seul secteur existant (l'agriculture) et donc le surplus susceptible de financer l'industrialisation. Or pour certains auteurs (développementalistes), c'est la grande unité industrielle qui est recherchée, quel que soit la branche, laquelle par sa taille est susceptible de diffuser la croissance.

Pour d'autre, il s'agit de repérer, dans les filières industrielles, les segments susceptibles de maximiser les effets de liaison, et ces segments se situent forcément vers l'amont; les stratégies de remontée de filières correspondent d'avantage à ce schéma; elles sont différentes des stratégies qui définissent comme prioritaires la production de tracteurs, des engrais, de l'énergie électrique ou de l'infrastructure de transport.

L'application de la stratégie de l'industrie lourde a des économies différentes offre un terrain d'observation intéressant. L'articulation recherchée agriculture-industries, a suivie des cheminements différents en

Chine ou en Inde; avec un point de départ commun, sous l'influence de la stratégie soviétique des années 1930, les deux stratégies se différencient à partir du "grand bon en avant" en Chine : le mot d'ordre "marcher sur les deux jambes" se concrétise par le développement d'unités industrielles de tailles très variées sur tout le territoire quand à l'Algérie, la création d'industries s'est jumelée avec une régression de l'agriculture et avec un effet d'éviction sur l'accumulation productive imputable à la logique de rente.

3) - L'industrie de substitution d'exportation (I. S. E), cette voie consiste à remplacer progressivement les exportations traditionnelles par des exportations non traditionnelles- par exemples : des produits primaires transformés, des biens semi-manufactures des produits industriels. Il s'agit de jouer ainsi, un avantage comparatif de ressources naturelles, de coup de main-d'oeuvre, d'espace... Cette politique a été adoptée par un grand nombre de pays, mais elle n'a pas été couronnée de succès dans quelques-uns.

Les réussites industrielles ont été spectaculaire, et se sont intervenues à chaque fois dans des conditions différentes. La Corée du sud, pauvre en ressources naturelles, a peu procédé à la substitution, à l'exportation; mais elle a bâti une capacité d'exportation à partir d'un avantage de main-d'oeuvre dans le textile, puis a couplé des stratégies de remontée de filière et de diversification par branche, ce qui a supposé une maîtrise du processus d'ensemble de l'industrialisation, notamment sous son volet.

Technologiquement, le Brésil a réalisé davantage la substitution d'exportation en reculant la frontière agricole auteur d'une nouvelle spéculation agricole (SOJA) que a joué un rôle d'entraînement dans l'industrie des biens d'équipement agricoles, et en convertissant vers l'exportation d'une partie de sont substitution d'importation.

Le Mexique a au cours des années soixante-dix, emprunté des modalités semblables, mais dans des conditions différentes l'exploitation du pétrole a joué un rôle de diversification des exportations, sans les effets induits du SOJA au Brésil, et ce pays a été étroitement impliqué dans les restructurations de l'industries Nord-Américaine (notamment l'automobile, dans une position de sous-traitance aux frontières).

Les nouveaux pays industrialisés se différencient entre eux par les modalités et par le degré d'endogenisation de cette industrialisation extravertie. Et plus cette endogeneseite est forte, plus le processus

d'industrialisation est irréversible : à ce titre, la crise des années quatre vingt a montré une plus faible résistance du tissu Brésilien comparativement à celui de la Corée du Sud ou à celui de Taiwan.

La mise en pratique de ces différentes stratégies dans les pays en voie de développement durant les années soixante-dix (car c'est au cours des années 1960-1970 que la presque totalité des pays naguères colonisés avaient recours aux différentes stratégies de développement), permit la création d'un tissu industriel remarquable.

En effet, alors que la plupart des pays capitalistes développés accusèrent à partir de 1967 une rupture de la croissance qui ira en s'approfondissant après le premier choc pétrolier, dans les pays du tiers-monde, on constatait une certaine accélération par rapport aux tendances précédentes. Pour l'ensemble de la période 1968-1979, l'expansion du P. N. B dans les pays en voie de développement atteint un niveau presque deux fois supérieur (6,2% annuel) à celui des économies capitalistes développées (3,5%). En terme absolus, le P.N.B du tiers monde passa de 387,4 milliard de dollars en 1970 à 1710 milliards de dollars en 1979, soit une multiplication par 4,4. Pour sa part, celui des pays développés, n'a augmenté que de 3,2 fois, les années soixante-dix se caractérisaient donc par un revirement de tendance au creusement de l'écart séparant le nord et le sud.

Les divergences entre les pays développés et les pays sous-développés au niveau de la croissance, exprimant des discordances majeures entre leurs modalités d'ajustement des principales variables macro-économiques. Dans les économies développées, la crise entraînait un ralentissement sensible de la croissance et simultanément une accélération générale du mouvement des prix. C'est bien la configuration d'un cadre nettement stagflationniste.

Si une poussée inflationniste encore plus forte se vérifie dans la quasi-totalité des pays en voie de développement, elle ne se révéla pas cependant de la même manière.

Il s'agit dans ce cas d'une poursuite inflationniste de la croissance. (Voir tableaux en annexe).

Tandis que dans les pays développés, la crise se traduisait principalement par une forte chute de l'investissement, dans les économies en développement, la tendance dominante s'oriente vers l'intensification

d'effort d'investissement, aussi bien dans les pays à revenus élevés. Outre le fait que l'ajustement entre les principales composantes de la demande s'opèrent dans les pays en voie de développement à des niveaux nettement plus élevés, on constate également l'évolution divergente de la consommation, en particulier du secteur public.

Les écarts de croissance entre les pays développés et les pays du tiers-monde se retrouvent également dans les évolutions sectorielles. Très accentués dans la construction assez significatif dans l'industrie, beaucoup plus réduits dans l'agriculture les trois secteurs producteurs de biens enregistrent des écarts en faveur des pays en voie de développement.

La crise industrielle dans laquelle s'enfocent progressivement les pays développés à partir de 1967 était loin de répercuter d'une façon directe sur les économies des pays en voie de développement.

En ce qui concerne l'évolution des principales branches industrielles, on constate, sans exception, des écarts de croissance entre les pays développés et les pays en voie de développement largement favorable à ces derniers. Il est à remarquer qu'en même temps s'opère un phénomène de substitution des branches dynamiques de l'industrialisation du tiers-monde. Si les branches plus traditionnelles (textiles, habillement, cuivre, bois, papier, produits alimentaires...) conservant un poids fondamental, ce sont d'autres branches qui assurent une croissance élevée. En fait, les matériaux de construction, la sidérurgie, les produits électromécaniques et la chimie sont les branches, dont la croissance présente les rythmes d'expansion les plus élevés.

L'industrialisation dans les pays du tiers-monde a constitué par là un mouvement profond qui s'est traduit donc dans de nombreux cas par des changements irréversibles dans la physionomie de leurs appareils productifs. Il est à noter aussi, qu'au cours des années soixante-dix, l'industrialisation du tiers-monde constituait l'élément le plus dynamique du processus d'extension internationale du travail industriel.

Les années quatre vingt s'annoncent donc sous de mauvaises augures pour la plupart des économies du tiers-monde. Le tournant de la décennie coïncide avec une brusque détérioration de la situation économique mondiale. Après toute une période de hors-crise, les pays du tiers-monde s'enforcent à leur tour dans des processus récessifs aux conséquences sociales très souvent dramatiques. À la crise déjà ancienne du nord viennent s'ajouter les crises du sud. Cette convergence constitue un trait caractéristique de la période actuelle. (voir tableaux en annexe)

Au début des années quatre vingt, le durcissement des politiques d'austérité mises en place dans les pays capitalistes développées et plus particulièrement la nouvelle politique Américaine entraîne un bouleversement radical sur la scène internationale combinant le laxisme budgétaire avec la restriction monétaire, ce qui provoqua une hausse vertigineuse des taux d'intérêt et du cours de la devise Américaine (entre 1979 et le premier semestre 1983, la valeur du dollars augmente de 8,2% par rapport au Yen Japonais, et de 34% par rapport au Mark, de 63% par rapport au Franc Français, 38% par rapport a la livre anglaise et de 13% par rapport au Franc Suisse). Il s'ensuit une vague déflationniste qui touche l'ensemble des pays développés. Ces conditions du déclenchement d'une nouvelle récession se trouve dès lors réunis. De 3,2% en 1979, le taux de croissance des pays développés chuta d'une façon brutale marquée au cours des trois années suivantes (1,3% en 1980, 1,3% en 1981 et 0,5% en 1982).

La récession dans les pays développée entraîne une baisse générale de la demande mondiale. Dans ce contexte, trois phénomène concomitants sont venus aggraver la situation des échanges extérieurs des pays en voie de développement : la chute des cours des matières premières, la détérioration des termes de l'échange et enfin, la montée du protectionnisme.

A partir de 1980 et sans discontinuer, les cours des matières premières exportée des économies du sud s'inscrivent en baisse. De 147 en 1980, l'indice des prix a l'exportation des produits primaires (combustibles exclus) établis par la GNUCES tombe a 104 en 1982, soit une diminution de plus de 30% dans le cas de quelques produits alimentaires comme le Café et le Cacao, cette baisse fait suite a un mouvement dépressif des prix amorcés en 1978. Après un relèvement considérable en 1980 les prix du pétrole chutent eux aussi. Dans la mesure ou les cours des produits manufactures sont plus rigides a la baisse, il en résulte une détérioration brutale des termes de l'échages. Ses effets sont particulièrement aigus dans le cas des pays a faible revenus, étant donné leur extrême dépendance à l'égard des exprtations de produits primaires.

Aux effets négatifs provoqués par les changements des prix relatifs entes les exportations et les imprtations, s'ajoutent par ailleurs ceux, plus difficile a mesurer, induit par le regain de protectionnisme dans les pays capitalistes développés. Ceci a semble t-il jouer un rôle non négligeable de frein aux exportations en provenance du sud.

La diminution parfois draconienne de la capacité d'importer des économies du sud constitue l'expression synthétique de l'ensemble de facteurs, commerciaux et financiers, à travers lesquels s'opèrent la diffusion internationale de la crise. Si lors des années soixante dix, la capacité d'importé avait pu être maintenue grâce au recours massif à l'endettement externe, dans le cas présent, la plupart des pays en voie de développement doivent ajuster le niveau de leur activité domestique à une capacité d'importer considérablement amputée. On assiste ainsi, à une rupture nette de la configuration cyclique de la croissance du tiers-monde qui caractérise la décennie précédente. La succession de cycles courts de hausses et de baisses autour d'une moyenne qui rest élevée et remplacé par une chute libre dont les origine remontent à 1979, mais ce n'est qu'à partir de 1980 que cette décélération prend des proportions alarmantes : pour la première fois depuis de nombreuses années, le taux global de croissance du tiers-monde descend au dessous de 4%. Cette tendance ira en s'aggravant dans les années suivantes jusqu'à atteindre son point le plus bas en 1982 (les données pour 1983 font état d'une croissance de 1% du P. N. B du tiers-monde.

La récession touche sans distinction tous les secteurs d'activités. Les industries manufacturières, dont le rôle avait été essentiel dans l'entraînement de la croissance globale, subissent dès la fin des années soixante-dix, un ralentissement significatif suivi en 1981 d'un totale stagnation.

ANNEXE

TABLEAU 1

CROISSANCE REELE DU P.I.B POUR LA PERIODE 1965 - 1986
(POURCENTAGE DE VARIATION ANNUELLE)

PAYS	ANNEES	MOYENNE	MOYENNE						
	65 - 73	73 - 80	81	82	83	84	85	86	
- PAYS EN DEVELOPPEMENT	6,5	5,4	3,4	2,1	2,1	5,1	4,8	4,2	
- PAYS A FAIBLE REVENU	5,5	4,6	4,8	5,6	7,7	8,9	9,1	6,5	
- PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE	7	5,7	2,8	0,8	0	3,6	2,8	3,2	
- EXPORTATEURS DE PETROLE	6,9	6	4,1	0,4	- 1,9	2,3	2,2	- 1,1	
- EXPORTATEURS DE PRODUITS MANUFACTURES	7,4	6	3,3	4,2	4,9	7,8	7,8	7	
- PAYS FORTEMENT ENDETTES	6,9	5,4	0,9	- 0,5	- 3,2	2	3,1	2,5	
- AFRIQUE SUBSAHARIENNE	6,4	3,2	- 1	- 0,2	- 1,5	- 1,7	2,2	0,5	
- EXPORTATEURS DE PETROLE A REVENU ELEVE	8,3	7,9	1,4	- 0,5	- 6,9	1,2	- 3,8	8,2	
- PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHÉ	4,7	2,8	1,9	- 0,5	2,2	4,6	2,8	2,5	

NOTE : LES DONNEES SUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT REPOSENT SUR UN ECHANTILLON DE 90 PAYS. LES CHIFFRES POUR 1986 SONT DES ESTIMATIONS.

SOURCES : BANQUE MONDIALE : RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE 1987, PAGE 18.

ANNEXE

TABLEAU 2
STRUCTURE DE LA PRODUCTION DANS P.I.B
DIVERSES ANNEES, 1965 - 1986
(EN POURCENTAGE DU P.I.B)

PAYS	ANNEES		1965	1973	1980	1983	1984	1985 (a)	1986 (a)					
	Agri indu													
- PAYS EN DEVELOPPEMENT	29	29	24	32	19	37	20	35	19	35	19	34	18	34
- PAYS A FAIBLE REVENU	41	27	38	32	33	35	35	32	34	33	32	33	32	33
- PAYS A REVENUE INTERMEDIAIRE	20	30	16	33	13	37	13	36	14	36	14	35	13	34
- EXPORTATEURS DE PETROLE	22	29	18	33	14	42	15	39	16	39	17	36	17	35
- EXPORTATEURS DE PRODUITS MANUFACTURES	34	31	27	35	21	37	22	36	21	36	20	36	19	36
- PAYS FORTEMENT ENDETTES	18	32	14	34	12	37	14	35	14	35	15	33	14	32
- AFRIQUE SUBSAHARIENNE	39	19	31	26	27	35	32	27	34	27	33	27	35	24
- EXPORTATEURS DE PETROLE A REVENU ELEVE	4	54	2	62	1	64	2	54	2	49	2	58	2	56
- PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE	5	40	5	38	3	- 36	3	- 35	3	- 35	3	- 36	3	- 36

a - CHIFFRES PRELIMINAIRES -

SOURCES : BANQUE MONDIALE : RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE 1987, PAGE 203.

ANNEXE

TABLEAU 3 ,
TAUX DE CROISSANCE PAR SECTEUR
PERIODE : 1965 - 1985
(EN POURCENTAGE)

ANNEES PAYS	AGRICULTURE			INDUSTRIE			SERVICE		
	65-73	73-80	80-85	65-73	73-80	80-85	65-73	73-80	80-85
- PAYS EN DEVELOPPEMENT	3,2	2,7	4,0	8,9	6,5	3,6	6,8	5,8	2,9
- PAYS A FAIBLE REVENU	3,0	2,4	6,0	8,7	7,2	9,3	6,3	4,4	6,3
- PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE	3,4	3,6	2,1	8,9	6,3	1,4	7,0	6,1	2,0
- EXPORTATEURS DE PETROLE	3,3	2,3	1,9	9,9	6,4	0,2	6,1	6,9	1,4
- EXPORTATEURS DE PRODUITS MANUFACTURES	3,2	2,8	6,0	10,0	8,1	6,6	8,8	6,1	4,4
- PAYS FORTEMENT ENDETTES	3,2	2,7	1,9	8,3	5,7	-0,9	7,2	6,0	0,3
- AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2,7	0,4	0,9	13,8	4,5	-2,3	5,1	4,3	-0,4
- EXPORTATEURS DE PETROLE A REVENU ELEVE	/	/	/	13,3	4,1	-9,1	/	/	/
- PAYS INDUSTRIALISES A ECONOMIE DE MARCHE	1,7	0,9	1,5	5,0	2,4	2,5	4,7	3,2	2,0

SOURCES : BANQUE MONDIALE : RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE MONDE 1987, PAGE 203.

BIBLIOGRAPHIE

I - Ouvrage :

1- ASSIDON (ELSA) - LES THEORIES ECONOMIQUES DU DEVELOPPEMENT - PARIS : EDITION LA DECOUVERTE, 1982.

2 - ATTALI (JACQUES) POLITIQUE ECONOMIQUES COMPAREES - PARIS/ PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 1977.

3 ATTALI (JACQUES) LES TROIS MONDES : POUR UNE THEORIES DE L'APRES CRISE - PARIS : FAYARD, 1981.

4 - ARTUS (PATRIQ) - MECANISME ECONOMIQUES ANALYSE PAR LA POLITIQUE ECONOMIQUE - PARIS : ECONOMICA - 1987.

5 AUVERS (DENIS) L'ECONOMIE MONDIALE NOUVELLE EDITION.

6 - AZAM (JJ. PAUL) - THEORIE MACROECONOMIQUE - PARIS NATHAN, 1989.

7 ARROUS (JEAN) ANALYSE MULTISECTORIELLE DU DEVELOPPEMENT PARIS : ECONOMICA, 1987.

8 - ANOUAR (ADEL) CLES POUR UNE NOUVELLES STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT../ PARIS : UNESCO- EDITION OUVRIERE, 1984.

9 ALBERTINI (J.M) MECANISMES DE SOUS DEVELOPPEMENT ET DEVELOPPEMENT /2èm EDITIONT, PARIŠ : ECONOMIE ET HUMANISME, 1981.

10 A. BENACHENHOU, TIERS MONDE, ENJEUX, AD CREA, ALGER 1981.

11 - BENISSAD M.E : SOUS-DEVELOPPEMENT, CAPITALISME ET SOCIALISME, 1962 - 1982, ECONOMICA, PARIS ET OPUS 1982.

12 CLERC DENIS INFLATION ET CROISSANCE... PARIS : SYROS/ ALTERNATIVES, 1989.

13 - COMELIAU CHRISTIAN - INTERDEPENDANCE ET STYLES DE DEVELOPPEMENT; PARIS : OCDE, 1985.

14 - CONFERENCE DES ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALES// LA DETTE EXTERIEURE, LE DEVELOPPEMENT ET LA COOPERATION INTERNATIONALE // PARIS : L'HARMATTON, 1988.

15 CARDOSO FERNANDO HENRIQUE LE CONCEPT DE DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE PARIS : EDITION, METALLEE, 1984.

16 DETTES ET DEVELOPPEMENT; MECANISMES ET CONSEQUENCES DE L'ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE // GEORGE CORANT, ABDELKADER SID AHMED, SAMUEL LICHTENSZT BONN..., PARIS : EDITION PUBLISUD, 1982.

17 - DRANCOURT, MICHEL -DEMAIN LA CROISSANCE. PARIS : LAFONT, 1985.

18 - ECONOMIE DE DEVELOPPEMENT : TYPOLOGIE DES ENJEUX PARIS : LITEC, 1991.

II Revues Spécialisées :

1 CAHIERS ECONOMIQUES ET MONETAIRE. 1992 N°40 PARIS.

2 - COURRIER AFRIQUE - CARAIBES PACIFIQUE COMMUNAUTE EUROPEENNE. 1993N° 137 - DEVELOPPEMENT ET COOPERATION- BRUXELLE, C. E. E.

3 ECONOMIE ET SOCIETES 1991. N°11 -12- ACTUALITE DE L'INFLATION - GRENOBLE, P. U. G.